



VOS VOIX À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

JEAN-PAUL LECOQ

DÉPUTÉ

et Nathalie NAIL
suppléante

Madame, Monsieur,

Au sein d'une Assemblée Nationale rééquilibrée par la volonté des électeurs lors des élections Législatives il y a un an, je poursuis mon engagement au service de notre territoire commun de vies et d'emplois, tout en multipliant les propositions pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques qui minent notre République.

Cette Assemblée reflète mieux que la précédente la diversité et la réalité politique du pays, et elle ne dégage aucune majorité absolue. Plus représentative, elle permet enfin de s'émanciper de la tutelle d'un Président de la République et de son gouvernement qui n'aiment pas la démocratie, en pensant avoir raison à eux seuls, tout seuls, tout le temps et sur tous les plans.

Mais il y a encore du chemin pour que l'Assemblée joue pleinement son rôle et soit respectée pour ce qu'elle est : l'émanation de la Nation. Nous l'avons amèrement vécu lors de l'adoption sans vote et à partir d'éléments tronqués de la réforme des retraites.

Nous le vivons aussi lorsque nos propositions de loi allant dans le sens d'une plus grande justice sociale sont systématiquement attaquées par le gouvernement, avec la complicité des députés de la majorité présidentielle mais aussi du Rassemblement National qui prétendent pourtant défendre les intérêts du peuple ! Cependant les choses avancent et ils sont fréquemment mis en minorité.

Avec les autres députés de la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale, nous relayons ainsi les aspirations d'une large partie de nos concitoyens qui n'en peuvent plus de subir les conséquences de politiques gouvernementales injustes se concentrant sur la défense et la satisfaction des intérêts de la petite minorité qui s'accapare les richesses produites par tous.

- ☞ Pour donner de l'ampleur à l'indispensable transition écologique ;
- ☞ pour le droit à un logement adapté pour tous ;
- ☞ pour un pouvoir d'achat retrouvé face à la flambée des prix ;
- ☞ pour des services publics de qualité et accessibles ;
- ☞ pour une véritable protection sociale,
- ☞ ou encore pour rétablir la retraite à 62 ans avant d'en revenir à 60 ans,

nous sommes pleinement investis en faveur d'une société meilleure. Le travail ne manque pas pour y parvenir !

Respectueusement,
Jean-Paul LECOQ

SUIVEZ

Jean-Paul LECOQ



SITE INTERNET

www.jeanpaul-lecoq.fr

PERMANENCES PARLEMENTAIRES

A Harfleur

(lundi et vendredi) :

55 rue de la République
76700 Harfleur

Au Havre

(mardi, mercredi, jeudi) :

71 rue Jules Siegfried
76600 Le Havre

TELEPHONE UNIQUE

02 32 92 59 11

MAIL

angela.heranval@clb-an.fr



Depuis le début d'année JE SUIS NOTAMMENT INTERVENU :

SANTÉ

- Pour la défense de l'hôpital public et de ses agents, et pour que chacun puisse bénéficier d'un médecin traitant.
- Pour une réglementation renforcée des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), polluants néfastes pour la santé et l'environnement. Des avancées ont été obtenues.
- Pour rétablir une collaboration effective entre les associations de victimes de l'amiante et l'Assurance Maladie.
- Pour une reconnaissance et un accompagnement adapté des malades souffrant du « Covid long ».
- Pour une prise en charge par la Sécurité Sociale des traitements pour les malades atteints du cancer de la moelle osseuse et des prescriptions de biotine pour les malades atteints de sclérose en plaques.

SERVICES PUBLICS

- Contre la baisse des moyens attribués par le Ministère aux collèges qui entraîne pour cette rentrée des fermetures de classes malgré des effectifs stables (je suis notamment intervenu en faveur des collèges Irène Joliot-Curie, Jacques Monod, Pablo Picasso)



- Contre les fermetures de classes en maternelles et élémentaires qui conduisent à surcharger des classes. J'ai obtenu notamment l'annulation de la fermeture d'une classe à l'école Turgauville.

- Pour la défense des écoles d'art, dont celles du Havre, menacées par les restrictions budgétaires imposées par le ministère. Quelques crédits ont été obtenus suite aux mobilisations, mais ils demeurent très insuffisants.

- Pour renforcer le statut et les droits des Assistants familiaux.

- Pour le renforcement des moyens humains au sein du groupe La Poste afin que celui-ci respecte ses engagements de distribution du courrier et d'accès aux services postaux.

ÉCONOMIE

- Pour accélérer la décarbonation industrielle sur notre zone industrielle et portuaire. Le projet local a été retenu par l'ADEME. 7,3 Millions sont obtenus pour y parvenir.



- Contre le plan social injustifié frappant les salariés de l'enseigne Mango.

- Pour soutenir la pêche artisanale Française menacée par des décisions européennes. Des premières garanties ont été obtenues auprès du gouvernement.

TRANSPORTS

- Pour que la mise en service du terminal méthanier flottant dans le port du Havre s'accompagne des mesures applicables aux PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques), conformément aux études de dangers obtenues auprès de la Ministre de la Transition Énergétique.

- Pour la mise en place d'un PPRT sur le quartier des Neiges exposé au stockage des matières dangereuses sur les terminaux portuaires, et pour la réduction de ces risques à la source par la réorganisation des terminaux.

- Pour assurer l'avenir des services de la Maison des Gens de Mer au Havre.

- Pour la création d'un programme de développement du fret ferroviaire à partir notamment du port du Havre.

- Pour rétablir les horaires de la ligne TGV Le Havre / Marseille favorisant son utilisation. C'est en bonne voie...

LE PARLEMENT DES ENFANTS

La classe de CM2 de l'école Jehan de Grouchy que j'ai accompagnée dans le cadre des travaux du « Parlement des enfants » a rédigé une proposition de loi pour renforcer la participation démocratique et la confiance dans les institutions.

Le jury a retenu cette proposition comme Lauréate académique. Toutes mes félicitations aux élèves et à leur enseignant !



Entre JANVIER
Et MAI 2023

- 14 semaines d'activités à l'Assemblée
- 801 amendements déposés dont 20 adoptés
- 30 interventions dans l'hémicycle (parmi les 150 députés les plus actifs sur ce critère)
- 21 propositions de loi et résolutions, dont 2 écrites

le détail de mon activité législative est publié sur le site <https://www.nosdeputes.fr/>

A SAVOIR!

Au titre de mes missions, j'interviens régulièrement auprès des ministères et des administrations publiques pour faciliter des projets issus de notre territoire, ou aider à la résolution de litiges. **Vous pouvez me saisir auprès de la permanence parlementaire au Havre ou à Harfleur.**

A L'ASSEMBLÉE, AVEC LES AUTRES DÉPUTÉS DE LA NUPES,

(Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale : coordination des députés de la France Insoumise, du Parti Communiste, du Parti Socialiste et d'Europe Écologie Les Verts)

NOUS AVONS OBTENU :

- Le rejet du démantèlement d'EDF contre l'avis du gouvernement mis en minorité.
- Le rétablissement des tarifs réglementés de l'électricité pour les TPE/PME, les bailleurs sociaux et les communes de moins de 50.000 habitants, contre l'avis du gouvernement mis en minorité.

▪ Le rejet du démantèlement de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) qui aurait entraîné un risque sur la sécurité du nucléaire en France. Le projet du gouvernement a été mis en minorité.

▪ La réintégration des personnels soignants non vaccinés injustement exclus des établissements médicaux par le gouvernement lors de la crise Covid.



EN bref...



Devant les élèves de l'école Bouchor



Au meeting natation de l'ASCH



Cérémonie souvenir de la Déportation



Inauguration de la fresque Barbusse à Gonfreville l'Orcher



Inauguration de la résidence Logeo Seine "Les 3 mâts" à Harfleur



Dépôt à l'Élysée de la lettre demandant l'abandon de la réforme des retraites

ET NOUS DÉFENDONS

À TRAVERS NOS PROPOSITIONS, MOBILISATIONS ET VOTES :

▪ La taxation des superdividendes sur les dividendes supérieurs à la moyenne (adopté à l'Assemblée contre l'avis du gouvernement cet amendement a été supprimé par recours au 49.3 lors du vote du budget de l'État 2023)

▪ Contre l'envolée des prix, pour l'augmentation généralisée des salaires, pensions et prestations, la baisse de la TVA sur des produits de première nécessité et la taxation des profits des industries de l'agroalimentaire et des enseignes de la grande distribution

▪ La régulation de l'installation des médecins pour garantir un médecin traitant pour chacun. (Une proposition de loi allant dans ce sens et inspirée de ce qui existe pour les pharmaciens a été rejetée de peu par la majorité présidentielle et le Rassemblement National)

▪ Une revalorisation réellement à la hauteur de la rémunération des enseignants. (Le Président Macron avait annoncé 10% pour tous, actuellement l'augmentation n'est que de 4%, c'est-à-dire moins que l'inflation actuelle et sans rattrapage des années antérieures durant lesquelles les salaires étaient bloqués)

▪ L'avenir des lycées professionnels menacés d'une baisse drastique de leurs missions et moyens éducatifs

▪ Le maintien du service public de médecine scolaire promis par le gouvernement à un démantèlement dans chaque département

▪ La création d'une allocation autonomie pour les jeunes dont un tiers vit en dessous du seuil de pauvreté

▪ La fixation d'un taux d'encadrement obligatoire en EHPAD d'un personnel pour un résident

▪ La suspension du déploiement des ZFE (Zones à Faibles Émissions) dans les métropoles pour que des alternatives soient proposées aux automobilistes qui en sont exclus et qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule

▪ Le refus d'engager le budget de la Nation dans une escalade militaire, la loi de programmation militaire prévoyant de mobiliser 413 Milliards d'argent public

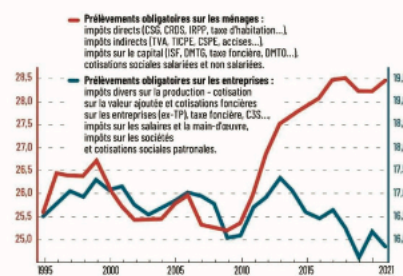
▪ Le soutien à la Ligue des Droits de l'Homme mise en cause par plusieurs ministres parce qu'elle a le courage de dénoncer et d'engager des recours contre leurs décisions liberticides

▪ Une réforme fiscale permettant d'abolir les privilèges liés à la fortune et de rétablir une véritable justice sociale

A SAVOIR !

Des entreprises qui contribuent de moins en moins à l'effort collectif

Taux de prélèvements obligatoires sur les ménages et les entreprises, en % du PIB



Source : OFCE



EN COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES




La période actuelle a été très dense sur les questions internationales : j'ai reçu des militants de **l'opposition politique comorienne**, rencontré des **opposants russes de gauche** à V. Poutine, soutenu la résolution de l'Assemblée nationale classant comme **organisation terroriste la milice privée Wagner**, échangé avec les autorités diplomatiques françaises **au Burkina Faso et au Mozambique**, reçu et soutenu un

journaliste du Guatemala qui a dénoncé les manœuvres illégales d'une entreprise qui détruit l'environnement dans son pays, et j'ai auditionné **les PDG de TotalEnergie et d'Engie** sur leurs activités à l'étranger en lien avec Le Havre.

Le groupe d'étude sur **le Sahara occidental**, que je préside, a également repris ses travaux.

Enfin, j'ai porté dans l'hémicycle **une proposition de résolution visant à dénoncer l'apartheid que l'État d'Israël** fait subir aux Palestiniens. Ce débat a mis en avant les discriminations et les violences que subissent au quotidien des millions de Palestiniens, et qui s'apparentent, en droit international à de l'apartheid.






L'INTOLÉRABLE

PASSAGE EN FORCE DU GOUVERNEMENT

POUR IMPOSER LE RECU DES RETRAITES

- ⇨ Amendements multiples lors de l'examen du projet de loi à l'Assemblée
- ⇨ Signature puis vote de la motion de censure contre le gouvernement suite à l'utilisation du 49.3 pour faire adopter son texte sans vote (rejetée à 9 voix près !)
- ⇨ Recours devant le Conseil constitutionnel
- ⇨ Dépôt de deux demandes de référendum pour fixer l'âge légal du départ en retraite par les citoyens
- ⇨ Soutien à la proposition de loi déposée par le groupe LIOT pour annuler la réforme des retraites
- ⇨ Intervention contre les réquisitions de salariés en grève par le Préfet
- ⇨ Et bien entendu soutien aux manifestations et actions organisées par l'intersyndicale contre le projet de loi instaurant le recul des retraites à 64 ans



Nous avons multiplié les initiatives pour mettre en échec ce projet de loi néfaste qui porte atteinte à la santé et aux intérêts des salariés.

Soutenu dans la durée par deux tiers des Français et 93% des actifs, le mouvement d'une ampleur exceptionnelle animé par l'intégralité des syndicats et des organisations de jeunesse mobilisés pour obtenir l'abandon de cette régression sociale a été ignoré tant par le Président de la République que par son gouvernement.

Leur entêtement idéologique et leur mépris du monde du travail, entraîne une aggravation de crise sociale et démocratique qui fracture le pays.

Nous restons déterminés à obtenir l'abrogation de cette loi et poursuivons sous différentes formes les actions qui permettront de l'obtenir.

AVEZ-VOUS LA PAROLE

En fonction des impératifs du travail parlementaire, j'attache une grande importance à répondre aux invitations à venir partager les petits et les grands moments de la vie associative, grande richesse de notre territoire (assemblées, manifestations, moments de convivialité...). Vous pouvez m'adresser vos invitations par courrier à mon adresse parlementaire, via Facebook ou par courriel à l'adresse de mon assistante : angela.heranval@clb-an.fr



Vous souhaitez informer votre député d'une situation qui vous interpelle, lui faire une suggestion ou autre, alors n'hésitez pas.

Nom :

Prénom :

Age :

Adresse :

.....

Tél.

E.mail

Je souhaite être informé de l'actualité de Jean-Paul LECOQ

Je souhaite adresser un message à Jean-Paul LECOQ

.....

.....

.....

.....

.....